

<https://www.pressegauche.org/Israel-une-crise-historique>



Israël : une crise historique

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 24 septembre 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le Likoud de Benyamin Netanyahou et le parti Kahol Lavan (Bleu et Blanc) du leader de centre droit Benny Gantz sont l'un et l'autre très loin des 61 sièges nécessaires pour gouverner seul.

Tiré de [Politis](#).

Voilà donc Israël, qui se cherche laborieusement une majorité, livré aux jeux sordides des alliances. Comme au mois d'avril, le scrutin du 17 septembre n'a délivré aucun verdict clair. Le Likoud de Benyamin Netanyahou (31 sièges), et le parti Kahol Lavan (Bleu et Blanc) du leader de centre droit Benny Gantz (33 sièges) sont l'un et l'autre très loin des 61 sièges nécessaires pour gouverner seul. Netanyahou est soumis au bon vouloir de son ex-ami Avigdor Lieberman, dont le parti Israël Beitenou a recueilli 9 sièges, et qui exige de lui qu'il rompt avec les partis ultra-orthodoxes qui lui sont également indispensables. Autant dire, la quadrature du cercle.

Gantz lorgne du côté des Arabes dont la Liste unie est finalement, avec 12 sièges, la grande triomphatrice de l'élection. Mais les Arabes israéliens ont une autre carte à jouer. Dans le cas encore incertain d'un gouvernement d'union nationale qui associerait Gantz et Netanyahou, ils deviendraient la principale opposition à la Knesset. Une première dans l'histoire du pays. Mais cette hypothèse est devenue plausible jeudi avec le revirement de Netanyahou qui a appelé Gantz au dialogue en vue d'une coalition. L'obstacle, c'est Netanyahou lui-même. Il y a peu de chances que Gantz accepte Netanyahou à la tête du gouvernement. Or celui-ci est hanté par son proche avenir judiciaire et ses affaires de corruption, et il a besoin de son immunité. Une immunité que seule la fonction de Premier ministre lui assurerait.

Situation régionale tendue

Cet enjeu vital est sans doute ce qui explique la violence de la campagne menée par le Premier ministre sortant. Netanyahou est donc au bord de l'abîme. D'où cette surenchère coloniale qui l'a conduit à promettre l'annexion de la Cisjordanie en cas de victoire. Pour rendre tout à fait crédible sa promesse, il avait besoin d'un signe de son « grand ami » Donald Trump. Après tout, pourquoi pas, puisque celui-ci a déjà reconnu l'annexion du Golan, et transféré l'ambassade américaine à Jérusalem. Mais le signe n'est pas venu. Trump est obligé de tenir compte d'une situation régionale tendue avec l'Iran. Et il vient de limoger son conseiller le plus pro-israélien, John Bolton.

De plus, personne ne peut ignorer que l'annexion de la vallée du Jourdain ferait basculer le conflit israélo-palestinien dans une autre dimension. La solution à deux États serait définitivement enterrée - ce qui est sans doute déjà fait - mais cela créerait surtout une situation quasi officielle d'apartheid que plus personne ne pourrait ignorer. Et cela légitimerait de la part des Palestiniens la revendication d'égalité de droits de tous les citoyens dans l'espace qui va de la Méditerranée au Jourdain. Israël a déjà préparé sa riposte par la loi de discrimination de juillet 2018, qui a fait disparaître toute référence à la démocratie. Mais cette position serait difficile à soutenir sur la scène internationale. L'apartheid, affiché à la face du monde, reviendrait à nier les droits politiques et la citoyenneté aux quelque 6,8 millions de Palestiniens (selon les chiffres de l'Administration civile israélienne) entre le fleuve et la mer, soit un peu plus que la population juive (6,6 millions, selon le Bureau central des statistiques).

L'espoir de Netanyahou réside aussi dans le « plan de paix » américain qui devrait être connu dans les prochaines semaines. Mais il sera sans surprise. Il s'agira « d'acheter » le renoncement des Palestiniens à toute revendication nationale par un apport financier collecté notamment auprès des pays du Golfe. On parle de 50 milliards de dollars. Un plan qui n'a évidemment aucune chance d'être accepté par les Palestiniens. L'impasse est donc totale. Et ce

n'est pas la solution à la crise politique israélienne, quelle qu'elle soit, qui règlera un conflit que Netanyahou s'est employé à « oublier », mais qui ressurgit inexorablement.